LÉGISLATIVES

Comment se déroulera le scrutin ?

En l'absence d'instituts de sondage en mesure de donner des estimations, même approximatives, sur le poids des formations politiques en lice pour le scrutin de mai prochain, on ne peut prédire le résultat de cette joute électorale. Ce qui est certain, par contre, c'est qu'une grande part des suffrages exprimés ira à la poubelle.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Le régime électoral prévoit un «scrutin de liste proportionnel», donnant lieu à une répartition des sièges, proportionnelle au nombre de voix obtenues par chaque liste avec application de la règle du plus fort reste. Les listes n'obtenant pas au moins 5% des suffrages exprimés ne sont pas admises à la répartition des sièges. Sauf que la nouvelle loi relative au régime électoral, adoptée en janvier dernier, a apporté un amendement de taille, le plus significatif de tous, passé inaperçu du reste : «Les listes réalisant les 5% des suffrages exprimés mais n'obtenant pas le quotient électoral ne sont plus admises à la répartition des sièges.»

Ainsi, et avant d'évoquer des scénarios probables, il convient de préciser les modalités de calcul du quotient électoral : «Pour chaque circonscription électorale, le quotient électoral pris en compte pour la répartition des sièges à pourvoir est le résultat du rapport entre le nombre des suffrages exprimés, diminué, le cas échéant, des suffrages recueillis par les listes n'ayant pas atteint le seuil visé à l'alinéa 2 de l'article 85 (5%, ndlr), et le nombre de sièges à pourvoir.»

Pour simplifier : du nombre de votants, on soustrait les bulletins nuls pour avoir le nombre des suffrages exprimés desquels on soustrait, encore une fois, les voix obtenues par des listes n'ayant pas réalisé les 5% requis pour être admis à la répartition. Le résultat divisé par le nombre de sièges à pourvoir donne le quotient électoral.

Les listes ayant obtenu 5% des suffrages exprimés et réalisé le quotient électoral sont admises à la répartition des sièges. Les suffrages des autres listes iront conséquemment à la poubelle. «Chaque liste obtient autant de sièges qu'elle a recueilli de fois le quotient électoral. Et, après attribution des sièges aux listes qui ont obtenu le quotient électoral, les restes des voix de ces listes sont classés par ordre d'importance de leur nombre de voix. Les sièges restants sont attribués en fonction de ce classement», prévoit la loi relative au régime électoral.

L'équilibre des pouvoirs en jeu !

Un quotient électoral faible pose la problématique de représentativité des députés. Mais, ce n'est pas le plus problématique.

En voici les deux extrêmes : si une seule liste obtient les 5% requis et le quotient électoral, elle raflera tous les sièges à pourvoir. Les suffrages obtenus par les autres listes iront à la poubelle comme dans les scrutins majoritaires. Les Algériens ont vécu de pires moments à cause de ce mode de scrutin ayant donné le FIS dissous pour vainqueur.

Du nombre important des listes (plus de 50 dans certaines wilayas) à la faveur de l'inflation des partis politiques agréés en prévision de cette joute électorale résulte, probablement, un émiettement de l'électorat et aucune liste n'obtient les 5% requis. Le législateur ne prévoit pas ce cas de figure. Il y a un vide juridique. En 2002, lors des élections municipales, le ministre de l'Intérieur de l'époque avait bricolé de manière anticonstitutionnelle une instruction favorisant les candidats les plus âgés pour trancher les ballottages dans près de 200 communes. Une telle issue pour les législatives du 10 mai 2012 serait une atteinte grave au principe de séparation des pouvoirs et discréditera le scrutin.

Admettons, par ailleurs, que les partis traditionnellement présents sur la scène politique ont un ancrage dans la société et réalisent ne serait-ce que les résultats qu'ils obtiennent habituellement. Ces législatives aboutiront à cautionner la majorité soutenant le gouvernement depuis 1999. Soit, la «continuité» pour paraphraser Ahmed Ouyahia, Premier ministre et SG du RND. Elles ne déboucheront sur aucun changement. Or, en cas d'un vote sanction portant de nouvelles formations politiques au Parlement, la nouvelle composante de l'Assemblée populaire nationale (APN) ne sera pas si mosaïque ou réfractaire que le pensent certains : «Un patchwork ingérable !», comme dit le nouveau président du RCD. Ils sont essentiellement des «nomades» n'ayant pu décrocher une place sur les listes de leurs partis d'origine qui, tout comme leurs nouvelles formations, prêchent un soutien unanime au programme du président de la République. Ils seront une caution plus loyale au gouvernement.

Fidèle à ses réflexes, le régime algérien a décrété le mode de scrutin qui sert le plus ses desseins : la continuité. Une seule hantise que justifient les pressions internationales : l'abstention. In fine, que les Algériens participent ou pas à cette joute électorale, ça ne change rien au résultat final. C'est que pour favoriser les femmes et les jeunes, le législateur a prévu cette disposition : «Lorsque pour l'attribution du dernier siège à pourvoir, deux ou plusieurs listes obtiennent un nombre égal de suffrages, le siège revient au candidat le plus âgé.»

L. H.

LOUISA HANOUNE À BOUIRA :

«Participer massivement pour préserver le pays et consolider les acquis»

Louisa Hanoune a appelé, hier, les jeunes à se mobiliser le 10 mai afin de préserver le pays des visées expansionnistes des pays occidentaux, lesquels sont déjà intervenus dans certains pays comme la Libye ou le Mali, non pas pour porter secours à leurs peuples mais pour leurs propres intérêts.

La présidente du PT, qui a longuement disserté sur le programme de son parti, en fustigeant presque tout le monde, n'était pourtant pas dans un meeting des grands jours : la grande salle de la maison de la culture Ali-Zamoum n'arrivait pas à se remplir malgré les précisions des organisateurs qui rappelaient que les militants de certaines communes n'étaient pas encore arrivés.

Qu'à cela ne tienne, la présidente du PT croit dur comme fer en la victoire de son parti lors des prochaines élections, elle le croit en déclarant à ses militants que le parti est le seul qui a su, pendant toutes les législatures passées, défendre les acquis du peuple et du pays, le seul parti qui était contre les privatisations, qui a encouragé le rachat des entreprises en faillite pour préserver l'emploi, le seul parti qui avait applaudi les augmentations des salaires et le soutien de certains produits de large consommation, alors que certains partis, dont des islamistes, sont allés jusqu'à suggérer la suppression de la gratuité de l'enseignement et des soins.

Concernant la présente campagne, la présidente du PT a tiré à boulets rouges sur les partis qui usent de milliards pour soigner leur image à travers des spots publicitaires sur des chaînes étrangères, et d'autres qui ont même leur propre télévision qui émet de l'étranger.

Les partis de la coalition qui ont maintes fois bloqué les propositions et les amendements introduits par les députés du PT sont également critiqués par la patronne du PT, qui les a qualifiés de partisans du statu quo politique.

Photos : NEW PRESS

Cela étant, Louisa Hanoune a appelé ses militants à aller voter massivement pour infliger à ces partis une défaite et permettre à la prochaine législature, qui aura les prérogatives d'une véritable Assemblée constituante, de légiférer contre les privatisations et pour les nationalisations des sociétés importantes, pour la suppression des accords d'association avec l'UE et contre les règles édictées par le FMI et la Banque mondiale et, enfin, contre l'adhésion de l'Algérie à l'OMC.

Pour la présidente du PT, l'aisance financière du pays doit permettre de redresser les entreprises étatiques créatrices d'emplois.

Enfin, pour créer une véritable symbiose dans la société algérienne et éviter ce qui se passe chez nos voisins comme le Mali menacé de partition, la présidente du PT suggère que dans la prochaine Constitution, tamazight soit consacrée langue nationale et officielle aux côtés de la langue arabe, avec création d'un secrétariat d'Etat pour sa promotion et l'obligation de son enseignement dans les 48 wilayas, afin de ne pas la ghettoïser au niveau de la seule Kabylie.

Y. Y.

MEETING DE ALI LASKRI À BÉJAÏA

Le régime veut maintenir le peuple dans la voie de la violence pour perdurer

Dans son meeting électoral animé hier à Béjaïa, Ali Laskri, premier secrétaire du Front des forces socialistes (FFS), est longuement revenu sur la décision prise par son parti de participer aux législatives du 10 mai.

«Un choix souverain décidé en concertation avec Si El Hocine, la base militante et d'autres acteurs du mouvement associatif et syndical, loin de toute pression et encore moins d'un quelconque reniement de nos convictions.

Le FFS constitue un espoir de changement pour les Algériens. Il suffit de prononcer le nom de Si El Hocine pour s'apercevoir de l'estime et de la confiance de la population envers le FFS qu'on essaye de discréditer», répond Ali Laskri à ses détracteurs qui soupçonnent à travers cette participation un «deal avec le régime». «Nous répondrons à ces gens au moment opportun et nous leur disons que le FFS ne mange pas de ce pain. Le FFS n'est pas comme tous les autres partis», tonne Ali Laskri, avant de tirer à boulets rouges sur les caciques du régime algérien.

Intervenant dans une salle du TRB bondée de monde, Ali Laskri a qualifié le système politique en place de «dangereux». «Ce régime est à l'origine de tout le drame du pays. Il excelle dans l'art de la violence et non dans la bonne gouvernance. Après avoir laminé les terrains politique et social, ils veulent instaurer une autre forme de violence, en poussant les gens à sortir dans la rue.

Maintenir le peuple dans la voie de la violence pour perdurer», a souligné Ali Laskri tout en mettant en garde contre la voie de la violence qui a déjà prouvé, selon lui, «son échec».

Le premier responsable du FFS a réitéré au passage son appel à la mobilisation citoyenne pour un changement pacifique et démocratique et l'instauration d'une deuxième république.

Photos : Samir Sid.

«On veut aller vers une Assemblée constituante crédible et souveraine, promouvoir les vocations des régions pour assurer un développement durable, construire un consensus politique des plus larges possibles, préserver notre souveraineté, promouvoir la citoyenneté. Cela ouvrirait la voie à la paix civile et jetterait la base d'une véritable réconciliation nationale», plaide dans son discours Ali Laskri.

Et d'ajouter que «les seigneurs de la guerre, au lieu de penser aux générations futures et au bien-être de la population, lorgnent vers les pétrodollars et surveillent le FFS», avant de conclure en précisant que la moitié des Algériens vivent dans la pauvreté.

A. K.